



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-12-1/2025-12-15]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Lundi 1^{er} décembre.

La BCC prend la tête du Bureau de l'ABCA pour l'Afrique centrale pour 2025-2026. La Banque Centrale du Congo (BCC) a été nommée à la présidence de la sous-région Afrique centrale au sein du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) pour l'exercice 2025-2026. Le gouverneur de la banque, a représenté l'institution à la 47^e réunion annuelle de l'ABCA tenue du 23 au 28 novembre à Yaoundé et participé au symposium sur le thème « Changement climatique et stabilité macroéconomique : rôle des banques centrales ». Les discussions ont porté sur la création d'une monnaie unique africaine, d'un Fonds monétaire africain, et l'intégration des enjeux climatiques dans les stratégies des banques centrales. Ces institutions doivent anticiper les risques climatiques affectant la stabilité financière et la croissance en Afrique.

11 313 candidats passent le test écrit d'admission à l'ENA en RDC. Le Directeur général de l'École nationale d'administration (ENA), s'est réjoui du bon déroulement de l'examen sans incident majeur dans les 26 provinces, remerciant le Gouvernement pour le financement et tous ceux qui ont contribué à la réussite de cet examen. De son côté, le ministre de la Fonction publique, a indiqué que le Gouvernement souhaite faire de l'administration publique un pilier de l'État, ajoutant que « les candidats qui réussiront à cette épreuve seront admis au test oral prévu avant la fin du mois de janvier 2026 ». Au terme du processus, cent candidats seront sélectionnés pour intégrer la 10^e promotion de l'ENA.

Début des opérations de désarmement et démobilisation des groupes armés au Maniema. Les ex-combattants, recensés depuis 2022, ont exprimé leur satisfaction de déposer les armes pour contribuer à la construction de la paix provinciale. Le point focal du P-DDRCS, indique avoir identifié 26 groupes armés à ce jour : « nous avons les statistiques allant à environ 5 mille combattants qui sont attendus et qui sont prêt à déposer les armes et à rejoindre le P-DDRCS aujourd'hui dans la province du Maniema. » Le gouverneur du Maniema, exhorte la population à s'approprier le programme, soulignant l'importance de la paix pour le développement. Selon les autorités, cette opération, lancée à Kindu, s'étendra à l'ensemble des territoires de la province. Ces efforts s'inscrivent dans un cadre national plus large, avec déjà 4 493 ex-combattants réinsérés dans d'autres provinces et un objectif de démobilisation de 80% des combattants recensés d'ici trois ans.

Des détenus de la prison de Bunia dépistés et sensibilisés à la prévention du VIH. À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le VIH/Sida, la section d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco et le contingent bangladais, a sensibilisé ce 1^{er} décembre, les détenus de la prison centrale de Bunia à la prévention du VIH. Cette action garantit leur droit à la santé en leur permettant de connaître leur statut sérologique pour se protéger et protéger autrui. Des centaines de détenus ont défilé volontairement pour un prélèvement sanguin effectué par des médecins



sénégalais de la Monusco, suivi d'un dépistage immédiat. Les cas positifs bénéficieront d'une prise en charge immédiate avec antirétroviraux.

Plus de 2000 bancs-pupitres distribués aux écoles publiques du Kwango. Ces équipements scolaires étaient entreposés depuis plusieurs mois dans l'enceinte de la Procure, siège de la Caritas à Kenge. Le gouvernement provincial du Kwango est chargé d'assurer leur redistribution. Le ministère de l'Education nationale réaffirme ainsi son engagement à veiller à la bonne exécution de toutes les opérations contribuant à l'amélioration des conditions d'apprentissage et à la promotion d'une citoyenneté responsable dans ce coin du pays.

A Goma, plus de 50 humanitaires en formation sur la prévention d'abus sexuels. Selon le directeur exécutif de l'ONG Wokovu Way (en français : la voie du salut), cette initiative vise à renforcer la réponse face aux risques d'abus et d'exploitation sexuels perpétrés par certains agents humanitaires sur des personnes déplacées et retournées. Cette formation de trois jours porte sur l'« Impact de l'exploitation et des abus sexuels sur la santé mentale des survivants en contexte de crise humanitaire ».

RDC: départ anticipé de Bintou Keita, la cheffe de la Monusco. Bintou Keita a quitté Kinshasa dimanche 30 novembre, mettant fin à quatre années à la tête de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC. Ce départ n'est pas totalement une surprise. Il était déjà question qu'elle quitte la mission en février dernier. Elle avait finalement été reconduite par Antonio Guterres, après la chute de Goma, pour gérer l'une des crises sécuritaires et humanitaires les plus graves de ces dernières années. Selon les sources onusiennes, la décision de partir vient donc d'elle-même. L'ONU parle d'une décision personnelle. Elle est d'ailleurs arrivée à Paris ce lundi. Et selon nos informations, elle s'achemine vers la retraite. **Conflit dans l'est de la RDC.** Sous son mandat, la Monusco a dû faire face à l'avancée de l'AFC/M23. Bintou Keita faisait partie de ceux qui pointaient directement la responsabilité du Rwanda, et le fait que la mission n'était pas conçue pour affronter une armée régulière. Une position qui lui a valu l'animosité de l'AFC/M23 et du Rwanda. C'est aussi sous son mandat que la Monusco s'est retirée du Kasai, du Tanganyika et du Sud-Kivu. Aujourd'hui, la mission n'est plus présente qu'au Nord-Kivu et en Ituri. Qui pourrait la remplacer ? À court terme, des dispositions intérimaires sont déjà arrêtées. Du 1^{er} au 28 décembre, c'est Bruno Lemarquis qui assurera la direction de la mission. Il est représentant spécial adjoint du secrétaire général, résident et coordonnateur humanitaire. Puis à partir du 28 décembre, ce sera Vivian van de Perre, représentante spéciale adjointe du secrétaire général pour la protection et les opérations. Quels défis et quelle posture pour celui ou celle qui prendra la relève ? Quelqu'un de respecté par tous les acteurs. Ça doit être quelqu'un qui est capable de parler à tout le monde et de proposer des solutions. (RFI)

Mardi 2 décembre.

Des milliers déplacés vivent dans des conditions difficiles à Mweso. Hébergées provisoirement dans des écoles et des églises à Mweso, ces déplacés sont contraints de quitter, chaque matin les salles de classe avec leurs effets personnels afin de permettre la reprise des cours, même en cas de pluie. Cette situation expose particulièrement les femmes allaitantes et leurs enfants aux intempéries, aggravant leur vulnérabilité. Selon les sources locales, ces personnes ont fui les affrontements survenus dans les villages situés autour du Jardin Théicole de Ngeri, dans les territoires de Masisi et Rutshuru. Elles se concentrent principalement dans l'enceinte de l'Institut technique médical de Mweso, à l'Institut Kizito ainsi que dans plusieurs églises. Leur nombre exact reste indéterminé, cependant ils sont estimés à des milliers de personnes exposées aux risques sanitaires élevés, notamment en cette période pluvieuse. Par ailleurs, des dizaines d'écoles dans le territoire de Masisi continuent d'héberger des déplacés internes depuis plusieurs mois, sans amélioration notable de leurs conditions de vie. Ces familles aspirent avant tout au rétablissement de la paix afin de regagner leurs foyers.

Lutte contre le VIH/Sida : le PNMLS/Tshopo alerte sur le manque de moyens. Environ 14 600 personnes sont actuellement sous traitement antirétroviral dans la province de la Tshopo. L'alerte a été lancée le 1^{er} décembre par le Programme national de lutte contre le VIH/Sida (PNMLS) dans cette province. Le manque de financements entraîne des perturbations dans la lutte contre le VIH/Sida. La menace d'interruption d'appui par la communauté internationale intervient au moment où la couverture est très basse dans la Tshopo, le coordonnateur provincial du PNLS. « On ne couvre que 41 % de la population mais si on se retirait à tout moment ici, les efforts fournis, on risque vraiment de les perdre. Alors, il faudrait que nous puissions faire tout pour consolider ce qu'il y a... » Réagissant à ces propos, le coordonnateur de l'ONU-Sida dans la zone Est de la RDC, rassure que cet organisme onusien continuera à assumer pleinement son rôle ; celui de la mobilisation des ressources financières en faveur de la lutte contre le VIH/Sida.

En janvier 2026, 18 projets de développement du programme STAR-EST seront à la disposition de la communauté en Ituri, dans les territoires d'Irumu et Djugu en Ituri. Ces projets comprennent notamment la construction d'écoles, de centres de santé et la réhabilitation des routes de desserte agricole.



Le CDER met en garde contre le débat sur le fédéralisme jugé « inopportun ». Le Courant des démocrates rénovateurs (CDER) estime que ce débat intervient à un moment de grande fragilité nationale, marqué par une crise sécuritaire persistante, des tensions identitaires et des menaces de balkanisation dans l'Est du pays. Pour ce mouvement politique, l'unité nationale doit primer sur toute tentative de réforme institutionnelle susceptible d'aggraver les divisions internes. Le parti pointe du doigt l'échec partiel de la décentralisation, souvent exploitée à des fins politiques fondées sur l'appartenance ethnique ou régionale, comme une mise en garde contre une éventuelle transition vers le fédéralisme. Pour le CDER, aller dans cette direction reviendrait à fragiliser davantage la cohésion nationale. Le CDER qualifie la promotion du fédéralisme dans le contexte actuel de « crime historique et moral », accusant ses défenseurs de jouer le jeu des ennemis de la République. Les efforts politiques devraient plutôt se concentrer sur le renforcement de la sécurité, la consolidation de l'unité nationale et l'amélioration du bien-être des citoyens.

Masisi : d'intenses combats entre les rebelles de l'AFC/M23 et les wazalendo à Kinyumba, près de Nyabiondo. Les rebelles ont été les premiers à lancer une offensive contre les positions des wazalendo à Kinyumba, une agglomération que l'AFC/M23 a perdue la semaine dernière. A travers cette attaque, les rebelles tentent de récupérer cette agglomération, une position stratégique pour la sécurité de Nyabiondo. Des détonations d'armes lourdes et légères sont entendues dans la zone de combats, ce qui plonge la population de Nyabiondo et ses environs dans la psychose totale. Le week-end dernier, suite à l'avancée des wazalendo vers Nyabiondo, les rebelles de l'AFC/M23 ont renforcé leurs positions de Lukweti, dans le but de contrer cette progression.

Suspension des activités du « Mouvement Sauvons la RDC » de l'ancien Président de la République, Joseph Kabila, sur l'ensemble du territoire de la RDC. En réaction, Ferdinand Kambere, le secrétaire permanent adjoint du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie PPRD, membre de cette plateforme qualifie cette décision de théâtre et de distraction. « Mouvement Sauvons la RDC », avait été créé à l'issue du conclave organisé par Joseph Kabila du 14 au 15 octobre à Nairobi (au Kenya) pour « mettre fin à la tyrannie, restaurer la démocratie et favoriser la réconciliation nationale ». Ferdinand Kambere se demande pourquoi cette plateforme, lancée que par les forces politiques et les forces de la société civile congolaises, pose maintenant un problème plus que le mouvement rebelle du M23 avec lequel le Gouvernement est en train de négocier à Doha (Qatar). Que ça soit à Doha ou à Washington, selon lui, la plateforme de Joseph Kabila ne veut pas « tout ce qui est en train d'être signé par ce régime (Tshisekedi) soit au prix de sacrifier la souveraineté et l'intégrité du territoire ». La suspension des activités du « Mouvement Sauvons le Congo » intervient quelques jours après celle du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), formation politique de l'ancien président Joseph Kabila. Cette mesure avait été confirmée par une notification du tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe, adressée ce lundi 27 octobre au secrétaire permanent du parti. Selon le document, cette suspension découlait d'un arrêté signé le 18 octobre par le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et Sécurité, qui reprochait au PPRD une "complicité avec la rébellion de l'AFC/M23", active dans l'Est du pays.

Mercredi 3 décembre.

Combats entre Wazalendo et AFC-M23 à Walungu : au moins 10 civils tués. Selon des sources concordantes, le bilan fait état d'une dizaine de civils tués par des obus à Kaziba et de trois enfants dans le centre de Kamanyola. Plusieurs infrastructures publiques, notamment des écoles et des églises, ont été détruites. La plupart des victimes sont des enfants. Les civils blessés se comptent aussi par dizaines. Parmi eux, figure un journaliste d'une radio locale de Kamanyola. Ces personnes ont été touchées par des bombes larguées depuis des positions non identifiées ; alors que les combats faisaient rage entre les parties belligérantes. Cinq groupements de la chefferie de Kaziba-Muhumba, Ngando, Bulumbwa, Kashozi et Mucingwa, ont enregistré encore plus de pertes, tant humaines que matérielles, selon ce bilan provisoire.

7 condamnations à mort et de lourdes peines prononcées à Bunia par la justice militaire, après deux semaines d'audience. Parmi les condamnés figurent plusieurs soldats des Fardc, reconnus coupables de meurtres et de vols à main armée commis à Mambasa-centre et à Bunia. Deux civils ont également été condamnés à mort pour association de malfaiteurs et vol à main armée à Mambasa. Deux autres militaires, impliqués dans l'attaque d'une terrasse très fréquentée le 5 août dernier près du quartier Epo/Ville, où un agent de l'État avait été tué, ont été reconnus coupables d'assassinat et condamnés à mort. Même sanction pour deux soldats et un lieutenant des Fardc, jugés responsables du meurtre de trois personnes à Yambi Yaya le 30 juillet 2025. Cette série de condamnations à l'issue du procès s'inscrit dans un contexte où, entre janvier et août 2025, plus d'une dizaine de cas de meurtre ont été enregistrés à Bunia.

L'Assemblée nationale valide la proposition de loi sur les droits des aînés en RDC. Cette loi définit le troisième âge à partir de 60 ans révolus, conformément aux recommandations des Nations unies. Elle vise à instaurer un cadre



juridique solide pour garantir leurs droits et leur accès aux services sociaux de base. Parmi les innovations qu'apporte cette loi figure la prise en charge des personnes âgées par l'Etat; des sanctions contre la discrimination, la stigmatisation, l'abandon, la maltraitance et l'exclusion sociale. Le texte prévoit aussi la priorité dans les files d'attente, l'exemption de l'impôt sur les revenus locatifs, le dégrèvement fiscal pour les immeubles dédiés à leur logement, ainsi que des exemptions de redevances sur les infrastructures aéroportuaires, routières, portuaires et ferroviaires. Il appelle à une protection spécifique pour les femmes âgées et celles vivant avec un handicap, à la création d'un Conseil consultatif national du vieillissement et d'un Fonds national de solidarité. Après débat, le texte a été transmis à la commission mixte Socioculturelle, Genre, famille et enfant pour examen approfondi dans un délai de sept jours.

Les combats se poursuivent au Sud-Kivu avant la rencontre entre les présidents congolais et rwandais, ce 3 décembre. Le premier foyer de combats se situe entre Kamanyola et Katogota, deux cités distantes d'une dizaine de km et contrôlées par l'AFC/M23 depuis plusieurs mois. À moins de dix km au sud-est, se trouve Luvungi, tenu par les Fardc et les Wazalendo. Luvungi est considéré comme un verrou stratégique : c'est la position qui empêche l'AFC/M23 de progresser vers Uvira, située environ 75 km plus au sud. Entre les deux camps, les affrontements se concentrent sur une bande d'une dizaine de km. Cette intensification de la violence entraîne d'importants déplacements de population. Des habitants de Kamanyola se dirigent vers Bugarama, de l'autre côté de la frontière rwandaise. À Luvungi, des familles fuient également vers des villages voisins pour se mettre à l'abri. Dans le territoire de Walungu, des combats sont aussi signalés. Une partie de la chefferie est tenue par l'AFC/M23, tandis que l'autre partie reste sous contrôle des Fardc. Une 3^{ème} zone de violence est signalée dans le territoire de Kabare, à l'intérieur du parc national de Kahuzi-Biega. (RFI)

L'insécurité alimentaire frappe 60% des ménages du Kasai-Oriental. La publication d'un rapport intervient après une enquête approfondie de la sécurité alimentaire menée pendant 21 jours du mois de juillet à août dernier dans les ménages de la province par l'Institut national de la statistique, appuyé par le Programme alimentaire mondial (PAM). Ce rapport révèle que la situation est très préoccupante dans les territoires de Kabeya-Kamwanga, Miabi et Lupatapata, où des proportions des ménages en insécurité alimentaire sont égales ou supérieur à septante pour cent (70%).

« Sans dialogue national inclusif, Washington et Doha ne mèneront pas à une paix durable » (Société civile). Cette déclaration est signée par 67 organisations sociales ce mercredi, alors que Félix Tshisekedi et Paul Kagame sont à Washington pour entériner un "accord de paix" et un "cadre d'intégration économique régionale" sous la supervision de leur homologue américain Donald Trump. Ces organisations insistent sur l'urgence de la tenue d'un dialogue inter congolais inclusif, « qui s'attaque aux causes profondes des conflits, donne voix aux populations directement touchées et associe les autres acteurs armés, l'opposition non armée et la société civile ». Les avancées de processus de Washington et de Doha n'ont pas amélioré la situation, la violence se poursuit.

L'un des derniers arbres baobab de Kinshasa menacé de disparition. C'est un patrimoine inestimable en RDC. À Kinshasa, l'un des derniers baobabs du centre-ville de la capitale congolaise fait parler de lui, car les défenseurs de l'environnement craignent qu'il ne soit abattu. Pourtant, cette plante, reconnaissable entre mille, fait partie de l'histoire de Kinshasa et de son patrimoine végétal.

Jeudi 4 décembre.

Lamuka qualifie l'accord de Washington de "véritable capitulation" pour la RDC, imposée et exigeant sa renégociation. Cet accord triangulaire États-Unis-RDC-Rwanda viole la souveraineté congolaise. Lamuka insiste sur le droit de la RDC à choisir librement ses partenaires sans imposition américaine ou rwandaise et exige la reconnaissance par le Rwanda de la traque des FDLR sur sol congolais, retour officiel des FDLR au Rwanda pour un dialogue inter-rwandais, l'organisation d'un dialogue inclusif inter-congolais, pas de signature sans retrait immédiat des troupes rwandaises du territoire congolais.

Accord de paix RDC-Rwanda : ce qu'il faut savoir de son contenu. Cet accord, qui s'appuie sur la Déclaration de principes signée le 25 avril 2025, comprend des dispositions sur : **Le respect de l'intégrité territoriale.** Les deux pays s'engagent à respecter mutuellement leur intégrité territoriale et à s'abstenir de tout acte d'agression ou de soutien à des groupes armés. Ils conviennent de cesser toute hostilité, y compris en s'abstenant de soutenir ou tolérer des incursions ou actes menaçant la paix, la souveraineté ou l'intégrité territoriale de l'autre. **Le désengagement, le désarmement.** D'un côté, la RDC s'engage à neutraliser complètement les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). De l'autre, le Rwanda se doit de retirer ses militaires du territoire congolais. **Un mécanisme conjoint de coordination sécuritaire.** Les deux parties se conviennent de mettre en place un mécanisme conjoint de coordination de la sécurité pour assurer la surveillance et la mise en œuvre de ces engagements. **Le retour des réfugiés et des personnes**



déplacées à l'intérieur du pays. La RDC et le Rwanda faciliteront le retour volontaire et sécurisé des réfugiés. Ils devront également garantir l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations vulnérables. ***Un cadre d'intégration économique régionale.*** Aux termes de cet accord, un cadre d'intégration économique régionale sera lancé dans les trois mois, visant à développer le commerce, les investissements et la transparence dans l'exploitation des ressources naturelles.

RDC-Rwanda: sous l'égide de Trump, Tshisekedi et Kagame signent un accord de paix, le 4 décembre 2025 à Washington Le président américain a parlé d'un « grand miracle », tandis que les présidents congolais et rwandais ont eu un ton plus prudent. Ils n'ont échangé aucune poignée de mains. Les deux dirigeants africains se sont présentés dans la capitale américaine « séparément » pour une cérémonie en deux temps : une réception par Donald Trump « à huis clos » à la Maison Blanche, puis une signature sous l'œil des caméras et des journalistes à l'Institut des États-Unis pour la Paix, « organe financé par le Congrès américain qui vient d'être rebaptisé "Institut Donald-Trump pour la paix" en prévision de cette cérémonie ». Au moment de signer cet accord de paix, le président du Rwanda, Paul Kagame, a averti qu'il y aurait « des hauts et des bas » dans l'application de ces « accords de Washington ». Il repose sur nous, en Afrique, de travailler avec nos partenaires pour consolider et étendre cette paix. Son homologue de RDC, Félix Tshisekedi, a salué « le début d'un nouveau chemin » qui serait « exigeant » et « plutôt difficile ». Notre main est tendue pour une coopération apaisée fondée sur le respect mutuel, la non-ingérence et la lutte commune contre les groupes armés. « Cela va être un grand miracle », a déclaré Donald Trump en vantant un accord « puissant et détaillé ». Donald Trump promet que « tout le monde va gagner beaucoup d'argent. Le milliardaire américain « a glissé que les deux chefs d'État ont beaucoup échangé en coulisses, dans le bureau ovale ». Félix Tshisekedi et Paul Kagame sont notoirement en froid, mais Donald Trump les a qualifiés d'« hommes courageux ». Il a aussi salué les chefs d'État et représentants du Togo, de l'Ouganda, du Qatar, des Émirats arabes unis et d'autres, invités pour l'occasion. Les deux dirigeants africains vont, à l'avenir, « passer beaucoup de temps à se donner des accolades et se tenir la main », a encore prédit Donald Trump avec son emphase habituelle, et ce bien que ni le président rwandais, ni le président congolais n'aient à aucun moment cherché à mettre les formes à Washington : même après la signature de l'accord, l'un et l'autre n'ont échangé aucun regard, ni aucune poignée de main... La situation n'a pas empêché le président américain de poursuivre en affirmant que « tout le monde allait gagner beaucoup d'argent » grâce à ces « accords de Washington », qui comportent une dimension économique. Bousculé par de récents revers électoraux et par l'affaire Jeffrey Epstein, le locataire de la Maison Blanche « n'a pas pu s'empêcher de noter que les administrations américaines précédentes avaient tenté de mettre fin à ce conflit, mais que seule l'administration actuelle, la sienne, y était parvenue », observe notre envoyé spécial. Et s'il ne s'est « pas vraiment attardé sur le fond de l'accord » signé entre la RDC et le Rwanda, « il a pris soin de rappeler, à l'attention des Américains, de son électorat, que les États-Unis allaient y trouver leur compte avec cet accès privilégié offert par la RDC à certaines entreprises américaines, en vue de l'exploration des zones de minerais congolais ». (RFI)

En Ituri, les PVH appellent au renforcement de leur protection et à améliorer leur accès aux services essentiels.

Le président de la structure des personnes vivant avec un handicap (PVH) a indiqué que l'État devrait les traiter avec dignité et considération afin de favoriser leur intégration et leur autonomisation dans la société. « Surtout les moyens de déplacement, qui posent de sérieux problèmes aux personnes vivant avec un handicap. En second lieu, les études : certains parents se demandent si c'est vraiment important de faire étudier un enfant handicapé. Enfin, il y a l'exclusion dont nous sommes victimes lors des recrutements » Faute de mobilité, ces personnes deviennent également les premières victimes lors des attaques armées.

Abandon scolaire de plus de 400 élèves à l'EP Saint-Luc du site de Kigonze, depuis une semaine. Selon la direction de l'établissement, la majorité des parents, déjà éprouvés par la précarité dans ce site de déplacés, ne parviennent plus à réunir cette somme pourtant modeste mais indispensable au fonctionnement des classes. « Les uns sont devenus enfants de la rue. Chaque matin, ils se dirigent vers la ville pour exercer de petits travaux. Les autres restent à la maison avec leurs parents incapables de payer les frais scolaires », s'est-il plaint.

Vendredi 5 décembre.

La Monusco salue l'entérinement de l'accord de paix et du cadre régional d'intégration économique entre la RDC et le Rwanda. Cet accord, signé le 4 décembre 2025 à Washington sous l'égide du président américain Donald Trump par Félix Tshisekedi et Paul Kagame, vise à pacifier l'est de la RDC en prévoyant un cessez-le-feu, le désarmement des groupes armés comme les FDLR, le retrait des troupes rwandaises et le retour des réfugiés. « Ces accords, conjugués à l'accord-cadre signé entre la RDC et l'AFC/M23 le 15 novembre 2025 et à la résolution 2773 (2025) du Conseil de sécurité, offrent une opportunité pour passer de la confrontation à des solutions politiques. Leur mise en œuvre, de bonne foi et dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC et de tous les États de la région, sera essentielle pour parvenir à une paix durable », a déclaré le Représentant spécial adjoint du



Secrétaire général et Chef de la Monusco par intérim, M. Bruno Lemarquis. La mission onusienne a également salué l'engagement continu du Qatar, de l'Union africaine, de la Communauté d'Afrique de l'Est, de la Communauté de développement de l'Afrique australe, ainsi que du Médiateur Faure Gnassingbé, et encourage le maintien de ce soutien aux efforts de paix et sécurité dans l'est de la RDC. Pour que la paix soit consolidée au bénéfice des populations, la Monusco préconise un dialogue continu, des mesures de décrispation et des approches inclusives aux niveaux local et national.

Trêve des combats au Nord-Kivu, 24h après la signature de l'accord de paix RDC-Rwanda. Vingt-quatre heures après l'entérinement de l'accord de paix entre la RDC et le Rwanda, les armes se sont tues ce vendredi 5 décembre sur les lignes de front du Nord-Kivu. Dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Nyiragongo, ainsi qu'une partie de Walikale et Lubero, les acteurs locaux espèrent que ces engagements se traduiront rapidement par un cessez-le-feu effectif. Cependant, certains demeurent sceptiques, pointant la présence renforcée des troupes sur les lignes de front et la méfiance persistante entre belligérants, qui jettent le doute sur la mise en œuvre réelle des accords. « Tant que les troupes ne respectent pas réellement le cessez-le-feu, ces engagements resteront hypothétiques », confient des sources locales. Des sources locales rapportent que la crise humanitaire demeure alarmante. La population continue de payer un lourd tribut face aux destructions d'infrastructures, millions de déplacés et communautés déracinées causées par quatre ans de guerre menée par l'AFC-M23 dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. L'accord, négocié plusieurs mois avec l'appui des États-Unis, du Qatar et de l'Union africaine, suscite à la fois espoirs et doutes dans une région meurtrie.

Déplacements massifs de la population de Ruzizi à la suite des combats M23-Fardc. La cité de Luvungi dans la plaine de la Ruzizi, au Sud-Kivu, est vidée de sa population depuis le matin du vendredi 4 décembre 2025. Des sources locales concordantes estiment qu'environ 80% des habitants se dirigent vers la localité de Sange, puis la ville d'Uvira plus au sud, avec l'intention de traverser vers le Burundi. Ils tentent de se mettre à l'abri des combats qui opposent depuis trois jours les rebelles de l'AFC-M23 aux Forces armées de la RDC.

Relocalisation de plus de 40 000 réfugiés Sud-Soudanais en Ituri pour raisons sécuritaires, lancée le 1er décembre 2025, transfère ces réfugiés arrivés en avril depuis la frontière vers le site d'Adoumi dans la chefferie de Kakwa, à une quarantaine de kilomètres d'Oopeni. Ce site offre des écoles, de l'eau potable et des structures sanitaires, améliorant leurs conditions humanitaires précaires. Les partenaires incluent les autorités locales, le HCR et Médecins Sans Frontières-Suisse, en conformité avec les conventions internationales.

Les USA et l'UE réaffirment leur engagement pour la stabilité et la croissance économique dans la région des Grands Lacs. Dans une déclaration publiée le même jeudi par le département d'État américain, les États-Unis et la Commission européenne indiquent que leur initiative vise à créer les conditions favorables pour accroître les investissements américains et européens, en reconnaissant que le développement économique est un pilier essentiel de la stabilité à long terme. Au cœur de cette stratégie se trouve le corridor de Lobito, un projet d'infrastructure majeur qui reliera la République démocratique du Congo (RDC) au port de Lobito, en Angola, sur l'océan Atlantique. Les deux partenaires travaillent en étroite collaboration avec le secteur privé et les gouvernements africains pour moderniser et réhabiliter le corridor de Lobito. Les États-Unis et l'Union européenne saluent les discussions récentes entre le secteur privé et le gouvernement congolais concernant des propositions d'investissement pour la partie congolaise du projet.

Suspension des activités de Sauvons la RDC de Kabila : Théophile Mbemba dénonce une guerre "déclarée contre la démocratie". Créée en mi-octobre dernier à l'issue d'un conclave tenu autour de Joseph Kabila, à Nairobi au Kenya, la plateforme politique et sociale « Sauvons la RDC de l'ancien chef de l'État a vu ses activités suspendues par le gouvernement congolais. Ses membres ont exprimé leur colère contre la décision du ministre de l'intérieur et sécurité. « La décision du Ministère de l'Intérieur d'interdire toutes les activités de la plateforme "Sauvons la RDC" sur l'ensemble du territoire national est une déclaration de guerre contre la démocratie et les droits fondamentaux de notre peuple. Nous condamnons avec la plus grande fermeté cet acte lâche qui sent la dictature et la tyrannie à plein nez. La peur de la vérité et de l'engagement citoyen ne justifie pas une telle dérive ! Où est la liberté d'expression ? Où est le droit d'association? ».

Sous la férule de Joseph Kabila, le conclave avait appelé à la tenue d'un dialogue inclusif et sincère, soutenu par les Églises catholique (Cenco) et protestante (ECC), afin de sortir le pays de la crise politique et sécuritaire, afin de sortir le pays de la crise politique et sécuritaire actuelle. Les signataires avaient, eux, rejeté tout « monologue politique » initié par le président Félix Tshisekedi. (Actualité.CD)

Samedi 6 décembre.

L'Ituri compte 200 000 bénéficiaires du soutien du Fonds au profit des victimes de la CPI. Environ 200 000 victimes de crimes internationaux ont bénéficié d'un soutien psychologique, médical et matériel du Fonds au profit des



victimes de la Cour pénale internationale (CPI), dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Ces chiffres ont été publiés jeudi 4 décembre à Bunia, lors d'un atelier de présentation des résultats des projets d'assistance. Les bénéficiaires de ces projets sont des survivants de violences, des victimes de torture, de mutilations, ainsi que d'autres crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Tous les bénéficiaires ont été formés à des métiers professionnels et ont reçu un appui financier pour lancer des activités génératrices de revenus, en plus d'un accompagnement médical et psychologique. Ces projets, mis en œuvre sur une période de cinq ans, ont néanmoins été confrontés à plusieurs défis, notamment l'accès difficile à certaines zones et les déplacements répétés des victimes en raison de l'insécurité.

RDC : 4 officiers condamnés pour fuite devant l'ennemi. Des peines d'emprisonnement de moins de cinq ans ont été prononcées vendredi 5 décembre contre quatre officiers généraux de l'Armée et de la Police de la RDC, accusés de fuite devant l'ennemi dans l'Est du pays. Ces condamnations interviennent dans un contexte sécuritaire tendu dans l'Est de la RDC, où les forces armées sont engagées dans de violents combats contre les groupes rebelles. Une bonne partie de provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu est sous occupation de la rébellion de l'AFC-M23, soutenue par le Rwanda. La Monusco transfère sa base militaire de Mahagi aux Fardc. Installée depuis 2020, la base militaire de la Monusco à Amee, située à une centaine de km de Bunia, a contribué au retour progressif de la sécurité dans les territoires de Mahagi et de Djugu. Grâce à la présence des casques bleus, de nombreux habitants ayant fui les atrocités des groupes armés, notamment Codeco, ont pu regagner leurs villages d'origine. Les enfants, longtemps privés d'école, ont repris le chemin des classes.

Les marchés communautaires et les activités agricoles, sanitaires et économiques ont retrouvé leur rythme normal.

Au moins 7000 enfants vaccinés contre la rougeole à Masisi. « Grâce à l'aide du Gouvernement, nous avons reçu les kits, nous avons reçu les vaccins, et nous avons vacciné presque toute la population cible. Pour l'aire de santé de Ngungu, nous avons vacciné à 126 % selon les cibles attendues. Les aires de santé environnantes ont aussi vacciné à plus de 100 % ». La vaccination s'est passée, malgré quelques défis rencontrés : réception tardive des vaccins, impraticabilité des routes.

Un mort dans le crash d'un hélicoptère aux abords de Yungu, à Fizi, survenu vendredi 5 décembre dans les eaux du lac Tanganyika. Quatre personnes ont survécu. L'administrateur du territoire, rapporte qu'un corps sans vie et quatre rescapés, tous expatriés, ont été récupérés par des pêcheurs. L'hélicoptère, en provenance d'Uvira au Sud-Kivu, se dirigeait vers Kalemie dans la province du Tanganyika. Yungu est situé à 145 km du chef-lieu de Fizi, dans le groupement Babungwe sud du secteur de Ngandja.

Des victimes de la pollution de l'entreprise CDM bénéficient des consultations à Lubumbashi. L'objectif est de vérifier l'impact des produits toxiques auxquels elles ont été exposées lors de l'incident survenu sur le site de l'entreprise CDM. Les consultations des malades se déroulent sur le site du quartier Kasapa, où est implantée l'entreprise à capitaux chinois Congo Dongfang Mining (CDM). Cette entreprise est pointée du doigt comme responsable de la pollution de l'environnement survenue il y a quelques semaines. Au début du mois de novembre, un bassin de rétention des rejets miniers de l'entreprise CDM, situé au quartier Kasapa à Lubumbashi, a cédé, provoquant un déversement important d'eaux contenant de l'acide provenant de l'usine de cette entreprise. Cela a notamment entraîné la contamination de la rivière Lubumbashi, à l'origine de la mort de nombreuses espèces aquatiques.

RDC: malgré l'accord de paix de Washington, les combats se poursuivent au Sud-Kivu. Selon plusieurs rapports des Nations unies, dans la province du Sud-Kivu notamment, la tension sécuritaire ne faiblit pas à Kaziba et dans la plaine de la rivière Ruzizi entre l'AFC/M23, soutenu par le Rwanda, et l'armée congolaise, appuyée par les milices Wazalendo et l'armée burundaise. Vendredi 5 décembre, des frappes y ont ainsi causé d'importants dégâts humains et matériels. Des témoins rapportent avoir par exemple entendu de fortes détonations à Luvungi et à Mutarule, deux localités situées entre Bukavu et Uvira. « À Luvungi, trois civils ont perdu la vie dans le quartier Maendeleo. Trois autres ont également été tués à Mutarule, où il y a par ailleurs eu plusieurs blessés », explique ainsi un habitant qui a requis l'anonymat. Malgré les frappes, les commerces du marché de Kamanyola ont pu ouvrir leurs portes. 90% des habitants de Luvungi ont fui en direction des villages voisins et de la ville d'Uvira. D'autres ont pris la direction du Burundi. Mais les soldats burundais campés sur les bords de la rivière Ruzizi leur ont interdit de traverser la frontière. (RFI)

Assainissement urbain : Daniel Bumba intensifie l'opération « Salongo obligatoire ». Cette initiative, relancée par l'autorité urbaine, vise à remettre de l'ordre dans la capitale et à restaurer durablement la propreté publique. Selon l'autorité urbaine, ces efforts s'inscrivent dans la vision du Président de la République, qui fait de l'assainissement des villes un axe majeur de son action. Le Gouverneur entend ainsi redorer l'image de la capitale par des actions régulières et visibles. Dans le cadre de son programme « Kinshasa Ezo Bonga », le gouverneur de Kinshasa a annoncé la poursuite



et l'intensification de l'opération « Salongo obligatoire », programmée chaque samedi de 7h à 11h dans toute la ville, y compris dans les marchés. L'objectif est de mobiliser toutes les forces vives afin de garantir un environnement urbain sain. Il a également appelé les habitants de Kinshasa à s'impliquer activement dans cette initiative collective, estimant que la réussite de cette opération dépend de la participation de chacun pour faire de Kinshasa une ville propre et agréable à vivre. (Actualité.CD)

Dimanche 7 décembre.

Sept miliciens de la CRP tués dans des combats contre les Fardc à Djugu. Le drame s'est produit près d'Akri, non loin de Bule. Selon des sources locales, de nombreux autres miliciens du groupe armé Convention pour la révolution populaire ont été blessés et plusieurs armes ont été récupérées. Une forte présence des Fardc était observée depuis jeudi autour du centre commercial de Bule, dans le territoire de Djugu. Les militaires étaient à la recherche d'hommes armés qui se seraient infiltrés dans la zone. Le porte-parole des Fardc en Ituri explique que tout est parti d'une embuscade tendue par ces miliciens contre les Fardc, lesquelles ont répliqué vigoureusement. Un autre groupe a été délogé de son bastion à Zelekpa, près de Berunda, où un milicien a également été tué et son arme récupérée, ajoute l'armée.

La Monusco et les Fardc renforcent leur riposte aux attaques CRP à Djugu, contre les attaques des miliciens de la Convention pour la Révolution Populaire dans les localités de Bule, Kaa et Lodha, en territoire de Djugu (Ituri). Samedi 6 décembre, ils ont riposté toute la journée aux tirs de cette milice pour protéger les civils, repoussant à au moins cinq reprises des assauts à Bayoo et près du site de déplacés de Lodha, sans victimes dans leurs rangs. Face à l'insécurité persistante, 29 humanitaires de deux agences des Nations unies se sont réfugiés à la base de Bayoo pour leur protection.

Opération « Pas d'école sans bancs » : 1500 pupitres remis au complexe Kiwele à Lubumbashi, par le Service national à treize écoles situées dans les bâtiments du complexe scolaire Kiwele à Lubumbashi. Ce complexe scolaire, l'un des plus anciens de la ville, date de l'époque coloniale. Cette action s'inscrit dans le cadre de l'opération nationale « Pas d'écoles publiques et d'université sans bancs », lancée sur l'ensemble du territoire congolais. Selon le commandant du Service national, ces bancs-pupitres produits dans les ateliers de son établissement à Lubumbashi ont été fabriqués par d'anciens délinquants, appelés Kulunas, jeunes désœuvrés de Kinshasa et de Lubumbashi, qui ont été réorientés vers des métiers utiles à la nation. Au moins 55 000 élèves déscolarisés à cause de l'insécurité au Grand Nord-Kivu (Parlement d'enfants). La cheffe intérimaire du bureau provincial du genre, famille et enfant, a appelé à une mobilisation des autorités pour améliorer les conditions d'études, soulignant que près de 18 000 filles sont parmi les enfants touchés. Elle appelle à faire de la réhabilitation et de la construction des écoles une priorité, exhortant les autorités locales à fournir les espaces nécessaires pour ces constructions. Elle a lancé un cri de détresse pour la récupération du droit à l'éducation.

Entre la RDC et les États-Unis, un mémorandum sécuritaire pour ouvrir la voie à un véritable accord de coopération. C'est un texte sur la défense et la sécurité entre le Congo et les États-Unis. C'était une demande de Kinshasa. Du côté américain, l'enjeu, c'est l'accès aux minerais critiques, ceux qui alimentent aussi l'industrie de la défense. Du côté congolais, la doctrine est tout aussi claire : si l'accord contribue à sécuriser les États-Unis, alors il doit aussi sécuriser la RDC. C'est pour cette raison que Kinshasa a intégré, ces derniers mois, des experts en sécurité dans les négociations. Les États-Unis sont d'accord sur le principe, mais ils avancent prudemment. C'est pour cela qu'il n'y a pas, pour l'instant, d'accord de défense signé. À ce stade, on en est à un mémorandum d'entente, un texte qui peut ouvrir la voie, plus tard. Jusqu'ici, l'ambassade des États-Unis finançait des programmes d'assistance et de formation professionnelle pour les Fardc, ainsi que des efforts pour former et équiper des centaines de policiers, ou construire des postes de police. Mais ce dispositif est appelé à évoluer avec un objectif final, celui de renforcer la coopération en matière de sécurité et de défense, et protéger les infrastructures critiques. Un point est à garder en tête, en 2020, un protocole de coopération militaire avait déjà été signé, mais il n'avait pas réellement avancé. Cette fois-ci, l'idée est justement de tout structurer autour du partenariat stratégique, pour éviter que cela reste sans suite, explique un officiel congolais. (RFI)

RDC-Egypte : un partenariat renforcé pour la modernisation des Fardc. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre du protocole de coopération en matière de défense signé entre les deux pays à Kinshasa le 25 mai 2022, sous le leadership du président Félix Tshisekedi. Le ministre égyptien de la défense a réaffirmé l'engagement de l'Égypte à soutenir la RDC dans des domaines clés tels que : la formation spécialisée des troupes, l'appui technique et renforcement des capacités opérationnelles et la modernisation des équipements militaires. Les deux parties ont convenu d'intensifier les échanges techniques au sein d'une Commission militaire mixte, afin d'évaluer les besoins prioritaires et d'assurer une mise en œuvre efficace des projets convenus.



Une pluie diluvienne provoque inondations et érosions à Kinshasa, ce 7 décembre, plongeant plusieurs communes dans le désarroi. Les dégâts matériels sont considérables et les habitants appellent les autorités à agir rapidement pour améliorer l'assainissement urbain. **Communes de Barumbu, Kinshasa et Lingwala.** De nombreuses maisons ont été inondées, paralysant la vie quotidienne des familles. Les principales voies d'accès, sont restées sous les eaux pendant plusieurs heures. **Limete : quartiers transformés en rivières.** La bourgmestre de Limete, rapporte des inondations dans plusieurs quartiers. De nombreux biens ménagers ont été endommagés. Certaines avenues se sont transformées en véritables cours d'eau, emportant même les tables des vendeurs des marchés pirates. **À Mont Ngafula**, les quartiers Mazamba, Mama Yemo et Kimbondo sont également touchés par des érosions. Deux ravins sur la route de Kimwenza compliquent davantage la situation, les travaux antérieurs ayant été emportés par les dernières pluies. Cette pluie diluvienne met en lumière les défis persistants de Kinshasa face aux infrastructures insuffisantes, aux constructions anarchiques et au manque de moyens pour l'assainissement.

Lundi 8 décembre.

Discours sur l'état de la Nation : Félix Tshisekedi face au Parlement ce lundi. Le Chef de l'État doit, une fois l'an, présenter l'état de santé de la Nation. Tous les secteurs seront abordés : sécurité, politique intérieure, diplomatie, économie, social. L'objectif est de dresser un bilan des actions menées et de tracer les perspectives pour l'année 2026. Un contexte diplomatique particulier. Le discours intervient au lendemain « d'un succès diplomatique majeur », la signature des accords de paix entre la RDC et le Rwanda. Pour certains, cet accord est une victoire diplomatique qui va mettre fin aux conflits armés dans l'Est de la RDC avec notamment la rébellion du M23/AFC, soutenue par le Rwanda. D'autres estiment que cet accord est déséquilibré et constitue une prime économique pour Paul Kagame, soulignant également un climat de méfiance persistant entre les signataires, qui pourrait compromettre l'application effective des engagements. **Félix Tshisekedi sur l'accord RDC-Rwanda : « Il ne consacre aucune forme de partage de notre souveraineté ».** Le Président de la RDC, dans son discours sur l'état de la Nation devant le Parlement, a souligné que l'accord de paix avec le Rwanda ne valide pas de prétentions territoriales, ne mène pas au bradage des ressources congolaises, ni n'octroie d'amnistie pour des crimes, insistant sur le fait que la justice continuera à être appliquée. Par ailleurs, le Président de la République a exprimé sa compassion et son engagement à rester aux côtés des populations affectées, soulignant que leur souffrance n'est ni étrangère ni indifférente à l'État. Ces prises de position de Félix Tshisekedi visent à rassurer la population congolaise sur le respect de la souveraineté nationale et sur l'attention particulière portée aux victimes des conflits internes dans le cadre de cet accord de paix. **Félix Tshisekedi déplore insalubrité, caniveaux bouchés et embouteillages à Kinshasa.** Devant les deux chambres du Parlement, Félix Tshisekedi a déploré la mauvaise gestion des déchets obstruant les caniveaux à Kinshasa, une situation provoquant de graves inondations et des embouteillages paralysant la circulation lors des pluies diluviennes. Il a souligné que ces dysfonctionnements mettent en danger la vie des habitants, en particulier à cause des risques sanitaires liés aux maladies hydriques. Il a qualifié la crise de mobilité à Kinshasa non plus comme un simple désagrément, mais comme un défi national de gouvernance nécessitant des décisions urgentes, coordonnées et courageuses. Il a exprimé sa préoccupation face à la montée du banditisme dans Kinshasa et d'autres villes, réaffirmant l'engagement du gouvernement à mettre fin à ce phénomène notamment par des réformes et un renforcement des forces de police. Sur le plan économique, malgré la guerre, Félix Tshisekedi a affirmé que le pays progresse, citant en exemple la stabilité récente du franc congolais, qui connaît une appréciation stable depuis plusieurs mois.

Reprise précaire des activités à Lubutu après affrontements Fardc-Wazalendo. Selon le ministre provincial de l'Intérieur, la tension était née d'un incident provoqué par des membres du groupe Wazalendo, dirigé par un certain Bukuyu. Ceux-ci ont intercepté des soldats des FARDC qui quittaient Bawa en direction de Kisangani (Tshopo) pour se ravitailler. Sur leur chemin, ils ont trouvé un poste de contrôle dressé par Bukuyu et son équipe, qui ont décidé de fouiller les militaires. Cette tentative de fouille a déclenché une violente altercation qui a rapidement dégénéré en affrontements armés. Le président de la société civile de Lubutu, souligne que la situation humanitaire demeure très préoccupante, notamment pour les familles déplacées qui avaient fui leurs domiciles vers des zones jugées plus sûres. Certaines d'entre elles passent encore les nuits à la belle étoile faute d'abris disponibles.

Est de la RDC: un rapport de l'ONU relance les accusations croisées entre Kinshasa et Kigali. Le groupe d'experts de l'ONU sur la RDC vient de transmettre son rapport à mi-parcours. Les experts y pointent d'un côté des responsables de l'armée congolaise accusés de maintenir des liens avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe considéré par Kigali comme génocidaire, et de l'autre, Kigali, accusé non seulement de soutenir l'AFC/M23, mais aussi de déployer ses troupes en territoire congolais et d'y commettre des exactions. Selon les experts de l'ONU, certains militaires rwandais seraient présents jusque dans la police de l'AFC/M23. Depuis avril 2025, des unités de la Rwanda Defence Force (RDF) ont mené des opérations conjointes avec l'AFC/M23 pour tenter de neutraliser le FDLR. Le document décrit aussi une extension de la présence AFC/M23-RDF dans une autre



province, le Sud-Kivu, sur plusieurs axes entre Walungu, Mwenga, Uvira et Kalehe, avec un appui au MRDP-Twirwaneho, un autre mouvement affilié à l'AFC/M23. Les deux forces contrôlent désormais des zones minières stratégiques, ce qui renforce leur accès aux ressources qui financent leurs activités. Les experts estiment entre 6 000 et 7 000 le nombre de militaires rwandais encore déployés dans les deux Kivu, avec des forces spéciales, réservistes, et équipements sophistiqués, dont des systèmes de brouillage. Kigali et l'AFC/M23 démentent systématiquement ces accusations. De son côté, Kinshasa continue de s'appuyer sur les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), les VDP/Wazalendo, comme force de procuracy pour contenir l'AFC/M23 et les troupes rwandaises. Le rapport pointe aussi une coopération qui persiste avec les FDLR, malgré les engagements officiels à neutraliser ce groupe. Au Nord-Kivu, les VDP/Wazalendo et les FDLR restent actifs sur plusieurs fronts : Masisi, Rutshuru, Nyiragongo, Walikale, et jusqu'aux abords de Goma. Depuis juin 2025, VDP/Wazalendo et les FDLR mènent des incursions et des embuscades contre l'AFC/M23 et la RDF, pour reprendre des positions ou perturber leurs lignes d'approvisionnement. Autre révélation du rapport : lorsque les FARDC ont officiellement appelé les FDLR à désarmer en octobre, cette annonce a créé des tensions. Selon les experts, certains responsables congolais ont ensuite cherché à rassurer les FDLR sur la poursuite de leur coopération. **(RFI)**

Mardi 9 décembre.

Prince Epenge : « Félix Tshisekedi a avoué que l'accord de paix de Washington qu'il a signé est un mort-né ». Le porte-parole de la plateforme d'opposition Lamuka, a salué « l'aveu d'échec », du Président Félix Tshisekedi. Devant le Parlement, M. Tshisekedi avait accusé le Rwanda de bafouer l'accord de paix, affirmant que ce pays voisin avait, au lendemain de la signature de cet accord, violé délibérément le cessez-le-feu, en bombardant notamment plusieurs villages et localités du Sud-Kivu, dont Kaziba, Katokota et Lubarika. M. Epenge considère ces déclarations comme une reconnaissance publique de l'échec de l'accord RDC-Rwanda visant à pacifier l'Est du pays. Lamuka rappelle qu'il n'y a, à ce stade, ni morale ni bonne foi, ni cessez-le-feu, ni engagements de la part de Paul Kagame qu'il est censé connaître. « Toutes les options étant épuisées et aucune des propositions n'ayant conduit à la paix, seul un dialogue national inclusif peut sauver la nation aujourd'hui. », a affirmé Prince Epenge.

Les déplacés désertent le site de Kigonze à la suite des bouclages. Le site de Kigonze abrite normalement près de 17 000 déplacés, dont une majorité d'enfants en âge scolaire. Après le bouclage mené dans la nuit du 7 au 8 décembre par les Fardc, 38 personnes soupçonnées de collusion avec la milice CRP de Thomas Lubanga ont été arrêtées. Environ 70 % des déplacés ont alors fui le site. Vingt-cinq autres déplacés, arrêtés dans les mêmes circonstances le mois dernier, sont toujours détenus à l'état-major des Fardc à Tsere. Cette série d'interpellations alimente la peur et transforme progressivement le site en un lieu « invivable » par ses occupants, qui préfèrent chercher refuge ailleurs. Selon les gestionnaires du site, ces déplacés sont installés sous les arbres ou devant les maisons de riverains. Cette situation fragilise davantage leurs moyens de résilience déjà très limités.

Épidémie de choléra en RDC: l'Unicef tire à son tour la sonnette d'alarme. Selon l'agence onusienne, plus de 64 000 cas de choléra ont été enregistrés depuis le début de l'année, avec près de 1 900 décès. L'Unicef parle d'un drame humain en cours qui nécessite d'urgence six millions de dollars afin de poursuivre efficacement la riposte. Les enfants paient un lourd tribut dans cette épidémie : ils représentent près d'un quart des cas, soit plus de 14 800 enfants touchés, dont 340 morts. Dans la capitale Kinshasa, l'un des épisodes les plus tragiques a frappé un foyer collectif où 16 enfants sur 62 ont perdu la vie quelques jours après l'apparition de la maladie. Dix-sept des vingt-six provinces du pays sont aujourd'hui affectées, précise l'Unicef dans un communiqué. En cause notamment, l'accès extrêmement limité à l'eau potable et aux services d'assainissement. Seuls 43 % de la population disposent d'un approvisionnement de base en eau et à peine 15 % d'installations sanitaires élémentaires. À ces fragilités structurelles s'ajoutent les conflits armés, les déplacements de populations, les inondations, ainsi que l'urbanisation rapide et désorganisée, qui favorisent la propagation de la maladie.

Dans certaines zones comme Kinshasa, le manque de sensibilisation et les retards dans la prise en charge expliquent aussi des taux de mortalité particulièrement élevés. **(RFI)**

Les rebelles de l'AFC-M23 installent leur administration dans la cité de Luvungi, depuis le weekend dernier. Les rebelles ont procédé le 8 décembre à la désignation d'un nouveau chef de la cité. Après la cérémonie, une explosion s'est produite à Kanganiro dans un dépôt de vivres abandonnés par les militaires burundais, qui combattaient aux côtés des Fardc. L'explosion s'est produite lorsque les jeunes voulaient piller les vivres. Les rebelles ont en effet trouvé une cité quasi vidée de sa population. Pendant ce temps, la cité de Sange à 40 km de la ville d'Uvira est dans la panique. Les habitants ont commencé à fuir dans différentes directions pour se mettre à l'abri.



Une pluie torrentielle fait des blessés et des dégâts à Moba. Une dizaine de blessés, des écoles et des maisons d'habitation ont soit perdu leur toiture, soit se sont écroulées. C'est le bilan de la pluie torrentielle qui s'est abattue le 9 décembre à Kirungu, dans le territoire de Moba. Les blessés sont internés à l'hôpital général de référence de Kirungu.

RDC: Sakombi Molendo mitonne un plan d'urgence de 35 millions USD pour perfuser la Regideso. Dans un contexte où la crise de l'eau s'intensifie, le ministre des Ressources hydrauliques et de l'électricité, Aimé ne se laisse pas abattre. Il a récemment soumis un plan d'urgence audacieux et salvateur pour redresser la Regideso, la société qui distribue l'eau à des millions de Congolais. En six mois top chrono, ce projet semble être la bouée de sauvetage dont la Regideso a cruellement besoin face à une situation des plus alarmantes. La Regideso est en effet à la croisée des chemins, avec un déficit de production d'eau à Kinshasa de plus 600,000 m³ par jour. Pour ajouter à ce tableau sombre, l'État consomme presque 40 % de l'eau produite sans jamais honorer ses paiements, générant un arriéré de plus de 620 millions de dollars. Les dettes s'accumulent, pesant sur la société comme une chape de plomb: la Regideso fait face à 270 millions de dollars de dettes fiscales et à 48 millions de dollars de dettes sociales. Comme si cela ne suffisait pas, la tarification actuelle de 0,83 dollar le mètre cube en moyenne ne couvre même pas le coût de production, fixé à 1,15 dollar le mètre cube; et les infrastructures vieillissantes, héritées des décennies passées, laissent échapper 40 % de l'eau. Depuis plus de quatre décennies, les provisions aux amortissements n'existent plus que sur écriture. Aucune provision de renouvellement de l'outil de production n'existe en banque. «L'Etat, propriétaire unique et tout puissant, devait déjà plus de 150 millions USD en 2014, mais a décidé d'effacer sa propre dette vis à vis de la Regideso!», se lamente un syndicaliste. (AfricaNews)

Mercredi 10 décembre.

Le M23 entre à Uvira sans combats peu avant midi ce mercredi. Selon des témoins, c'est peu avant midi que les rebelles sont entrés dans la cité sans rencontrer une résistance, progressant en file indienne vers Kavinvira, à la limite avec le Burundi. Selon des sources sécuritaires, l'armée congolaise s'était déjà retirée de la ville la veille, en direction de Swima, Makobola et Baraka dans le territoire de Fizi. La ville d'Uvira était jusqu'à présent le chef-lieu provisoire des institutions officielles après la prise de Bukavu par le M23 en début d'année.

Combats Fardc-M23 au Sud-Kivu : au moins 74 civils tués et 83 blessés en 7 jours. Le coordonnateur des opérations humanitaires en RDC et chef de la Monusco, Bruno Lemarquis, s'est dit préoccupé par l'escalade des violences, qui entravent notamment les évacuations médicales et affectent les écoles ainsi que d'autres infrastructures civiles. Il souligne que plus de 200 000 personnes ont fui à l'intérieur de la province, tandis que des milliers d'autres ont traversé la frontière vers le Burundi et le Rwanda pour échapper aux combats. Selon lui les conditions de vie des déplacés sont critiques, avec des abris surpeuplés, une exposition accrue aux risques sanitaires et aux violences basées sur le genre.

Le Burundi ferme sa frontière avec la RDC après la chute d'Uvira. Le Burundi, considéré comme un allié de premier plan de la RDC, justifie cette décision par la nécessité de se protéger contre toute tentative d'intrusion. La fermeture de la frontière par Bujumbura, qui cherche à contenir les répercussions du conflit sur son territoire, pourrait compliquer la situation humanitaire, alors que de nombreux civils fuient les combats pour chercher refuge de l'autre côté de la frontière.

Les États-Unis et l'UE exigent l'arrêt immédiat des hostilités du M23 et des forces rwandaises au Sud-Kivu. Face à la gravité de la situation, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, les États-Unis, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et l'Union européenne, réunis au sein du Groupe de contact pour la région des Grands Lacs (ICG) demandent au M23 et aux Forces rwandaises de défense de mettre fin immédiatement à leurs opérations offensives dans l'Est de la RDC, en particulier au Sud-Kivu. Ils exigent également : le retrait de l'armée rwandaise du territoire congolais, conformément à la résolution 2773 du Conseil de sécurité des Nations Unies ; le respect par le M23 de ses engagements issus de la déclaration de principes signée à Doha le 19 juillet 2025 ; la mise en œuvre des Accords de Washington du 4 décembre 2025, qui visent à stabiliser la région ; la protection des civils et l'accès humanitaire. Les États signataires exhortent toutes les parties à respecter leurs obligations de protection des civils et à garantir l'intégrité territoriale de la RDC. Ils appellent à une désescalade immédiate et à la reprise sans équivoque du cessez-le-feu.

Bornage frontalier: la RD-Congo et la Zambie consolident leur limite commune. La frontière entre la RDC et la Zambie fait peau neuve avec la construction de 30 bornes entre Kasumbalesa, dans la province du Haut-Katanga et Chililabombwe en Zambie. Ces travaux, qui ont débuté en septembre, ont pris fin jeudi 10 décembre 2025, dans la satisfaction totale. La délégation congolaise, a salué «une étape importante» franchie dans la souveraineté frontalière de



la RD-Congo. Du côté zambien, Paulo Kosita, ambassadeur en poste en RDC s'est réjoui du bon déroulement des travaux, même si « beaucoup [reste] à faire pour [se] rassurer que les lignes frontalières ont été réaffirmées ».

La ville-verrou d'Uvira tombe aux mains des rebelles. Le scénario de la prise de Goma et Bukavu en début d'année s'est répété dans cette ville de 600.000 habitants au bord du lac Tanganyika : des rebelles qui progressent très rapidement face à une armée congolaise qui opère de multiples replis stratégiques, laissant ainsi la voie libre à l'AFC/M23. **Un accord de paix qui s'effondre.** Cinq jours après la signature, en grande pompe, de l'accord de paix entre la RDC et le Rwanda à Washington, la chute d'Uvira n'est pas une surprise. Deux grandes faiblesses de l'accord faisant craindre une « paix de papier ». La première faiblesse repose sur le fait que l'AFC/M23 n'est pas partie prenante de cet accord. Or, c'est justement le M23 qui est sur le terrain et opère, même si Kigali soutient la rébellion. La signature de l'accord de Washington donne l'impression d'avoir mis la charrue avant les bœufs, en signant d'abord la paix avec le Rwanda avant de trouver un accord avec le M23 à Doha. À ce jour, il faut savoir que les principales dispositions de l'accord de Doha sont toujours à négocier. On attend toujours la mise en œuvre de la neutralisation des FDLR et du retrait des troupes rwandaises du Congo. **Qui pour faire le gendarme ?** La seconde faiblesse de l'accord, c'est son aspect non-contraignant. Que se passe-t-il si l'une des parties ne respecte pas l'accord ? Félix Tshisekedi, devant le Parlement, avait déclaré que le Rwanda violait déjà l'accord. Qui va faire le gendarme ? On peut supposer que seul Donald Trump serait en mesure d'assumer ce rôle et de se faire respecter. Mais pour l'instant, on a l'impression que c'est « business first » et que la paix attendra. Pour faire avancer les choses sur le terrain, Donald Trump devra mouiller la chemise pour éviter que la signature de Washington soit un fiasco. Mais le veut-il vraiment ? **Un nœud stratégique régional.** La prise d'Uvira montre que depuis le retour du M23 fin 2021, le rapport de force militaire sur le terrain a toujours été nettement en faveur de la rébellion. L'armée congolaise n'a jamais été en capacité de reprendre ses propres territoires, même avec l'aide des milices locales wazalendos ou de l'armée burundaise au Sud-Kivu. La chute d'Uvira marque un tournant dans le conflit. Uvira est un nœud stratégique régional important pour l'armée congolaise et sa présence dans le Sud-Kivu, mais aussi pour son allié burundais qui s'est engagé fortement auprès de Kinshasa contre l'AFC/M23. Uvira offre aux rebelles un accès au lac Tanganyika, un carrefour commercial de taille et très utile pour la logistique militaire. Cela met également les rebelles aux portes du Burundi avec le risque de voir le conflit se régionaliser. Uvira se trouve à une encablure de Bujumbura, la capitale économique burundaise. Enfin et surtout, Uvira est une voie d'accès pour les rebelles, vers le Sud, vers le Katanga, qui est le tiroir-caisse du pays avec ses riches mines de cuivre et de cobalt. Mais c'est aussi un accès au centre du pays, vers la province du Maniema et des villes comme Kindu, afin d'étendre la zone d'influence des rebelles. **(africarabia)**

Jeudi 11 décembre.

Est de la RDC: après l'offensive à Uvira, quelles intentions pour l'AFC/M23 ? Que signifie cette prise d'Uvira dans le rapport de force régional ? Plusieurs lectures circulent dans les milieux des experts qui suivent ce conflit. Première lecture : la sincérité des acteurs. Selon plusieurs sources, Donald Trump aurait exercé une forte pression sur Félix Tshisekedi et Paul Kagame pour qu'ils participent à la cérémonie à Washington. Or, des deux côtés, Kinshasa comme Kigali avaient déjà exprimé publiquement des réserves sur les résultats attendus de cette rencontre. L'accord a bien été signé, mais la confiance n'était clairement pas au rendez-vous. « **Neutraliser l'équation burundaise** » Deuxième explication : la logique militaire mise en avant par l'AFC/M23 qui affirme avoir subi des attaques aériennes. Et selon ses responsables, il fallait « éliminer la menace à la source ». Selon l'AFC/M23, le Burundi constitue une véritable base arrière des FARDC et de leurs alliés : appui logistique, opérations au sol et même base aérienne. Comme cela avait été fait, disent plusieurs sources, à l'égard des troupes de la SADC désormais retirées de la RDC, l'objectif aurait été de « neutraliser l'équation burundaise » dans le rapport de force sur le terrain. **Obtenir des discussions avec Kinshasa.** Troisième lecture : obtenir des discussions avec Kinshasa. Dans cette logique, cette démonstration de puissance viserait à pousser le président congolais à concéder davantage, au-delà des protocoles déjà négociés dans le cadre du processus de Doha. Reste une question centrale : comment Kinshasa réagira-t-il ? Par une riposte militaire ? Ou en accentuant la pression sur Washington et Doha, garants des deux processus de paix en cours ? **(RFI)**

Une nouvelle attaque des ADF fait 4 morts à Irumu. Le 10 décembre, presque toutes les activités socioéconomiques sont restées paralysées sur place. Selon la société civile, des habitants enlevés la semaine dernière à Monge sont toujours entre les mains de leurs ravisseurs, qui ont également incendié une dizaine de maisons. Elle appelle l'armée à renforcer la vigilance pour contenir les menaces des ADF, dont les attaques se multiplient à l'approche des fêtes de fin d'année.

L'ouverture d'un corridor pour le retour de soldats burundais, sous escorte de l'AFC-M23. Outre la traversée de plusieurs milliers des populations civiles d'Uvira vers le Burundi, des sources contactées à Bujumbura affirment avoir vu de longues files de militaires burundais en train de regagner leur pays. Ils provenaient des lignes des fronts dans la plaine de la Ruzizi et des Moyens plateaux, où ils combattaient aux côtés des Fardc et des Wazalendo contre les rebelles



de l'AFC-M23. Ces derniers contrôlent désormais la zone. Ils ont ouvert un corridor aux militaires burundais qui désirent rentrer chez eux avec leurs équipements, selon les mêmes sources.

Les députés nationaux adoptent le projet de budget 2026. Le vote est intervenu à l'issue de la plénière du 10 décembre. Parmi les priorités retenues dans ce budget figurent la sécurité et la défense nationale, l'agriculture et la diversification économique, l'éducation, la santé et la protection sociale. Ce projet de loi, chiffré initialement à 59 000 milliards FC, consacre au moins 11 000 milliards aux dépenses sécuritaires, soit près de 30 % du budget général, en vue de faire face notamment à la guerre qui prévaut dans l'Est de la RDC. Le président de la commission économique et financière (ECOFIN), affirme que ce budget est réaliste : « Nous voulons un budget qui soit proche de la réalité que nous traversons. N'oublions pas que le pays traverse un moment très singulier de son histoire avec la guerre d'agression... Il a été question pour nous de donner à l'État un outil de travail pour faire face à cette agression et aussi ne pas oublier le social, qui est également prioritaire. » Après son adoption par les députés nationaux, ce projet sera transmis au Sénat pour une seconde lecture avant sa promulgation par le Président de la République.

Bouclage mixte Fardc-PNC à Lubumbashi : 300 présumés malfaiteurs interpellés. Ce bouclage ciblé, dénommé « Ndobu », s'est déroulé dans plusieurs quartiers de Lubumbashi. Parmi ces hommes et femmes interpellés, il y a ceux qui sont accusés notamment de détenir illégalement des armes blanches et à feu, de vente de chanvre, d'alcools prohibés et d'entretenir des « staffs », donc des lieux où se rencontrent souvent des délinquants et autres criminels.

Le Gouvernement interdit l'usage abusif des escortes, sirènes et gyrophares : la société civile salue cette mesure. Selon le communiqué du ministère de l'Intérieur, cette mesure vise à mettre fin aux dérives observées dans la circulation et à rétablir la discipline dans l'accompagnement sécuritaire des autorités. Le gouvernement interdit également à tout véhicule privé d'utiliser, sous quelque motif que ce soit, des sirènes ou des feux multicolores. Le coordonnateur de la Nouvelle société civile congolaise a salué cette initiative. Il appelle toutefois à une application sans complaisance, sans dérogations irrégulières, et demande aux forces de l'ordre de veiller au respect strict de la mesure. La société civile promet de rester vigilante et encourage les responsables publics à donner l'exemple, estimant que « restaurer l'autorité de l'État commence par la fin des privilèges indus ».

Vendredi 12 décembre.

Conseil des ministres restreint : après la chute d'Uvira, le chef d'état-major des Fardc rassure sur les dispositions prises pour sécuriser le territoire attaqué. Le chef d'état-major général des Forces armées de la RDC, a informé le Conseil restreint « des dispositions mises en place par l'armée pour garantir la sécurité et la protection du territoire, notamment dans les zones attaquées par les forces rwandaises et leurs supplétifs ». Cette réunion intervient alors que la ville d'Uvira, considérée comme stratégique dans le dispositif sécuritaire du gouvernement dans la province du Sud-Kivu, est désormais sous contrôle de l'AFC/M23, renforçant davantage son influence dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Il s'agit d'un verrou essentiel susceptible d'ouvrir la voie à l'AFC/M23 vers l'espace Grand Katanga, considéré comme le poumon économique du pays. La dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC coïncide avec l'entérinement des accords de Washington, signés entre Kinshasa et Kigali sous les auspices des États-Unis. Alors que ces accords étaient censés consolider le cessez-le-feu souhaité par les médiateurs et plusieurs partenaires de la RDC et du Rwanda, la situation s'est au contraire détériorée, donnant lieu à des accusations mutuelles entre les deux États quant aux responsabilités dans cette recrudescence des violences. La prise d'Uvira par l'AFC/M23, soutenu par le Rwanda, constitue, selon le chef de la diplomatie burundaise, une « gifle » adressée à Washington, seulement quelques jours après la signature des accords censés ramener la paix dans la région des Grands Lacs. **(Actualité.CD)**

Des journalistes du Maniema formés à la vérification des faits dans un contexte de crise. Cette session de trois jours, organisée par le média en ligne Balobaki-Check, avec le soutien financier de l'ambassade du Canada à Kindu, visait à initier ces professionnels à la lutte contre la désinformation, à garantir l'intégrité de l'information publique et à renforcer leur sécurité numérique. Les exposés des formateurs ont été complétés par des exercices pratiques, permettant aux participants de maîtriser les techniques précises de vérification des informations.

Décès d'au moins 92 nouveau-nés faute de soins appropriés en 3 mois à Lubero. L'Ordre des sages-femmes attribue cette hausse du taux de mortalité néonatale à l'absence d'une unité de néonatalogie à l'hôpital général de référence de Kayna et dans les centres de santé environnants. Sans services spécialisés, les enfants nés prématurément ne bénéficient pas d'une prise en charge adaptée, et d'autres maladies mortelles affectent les nourrissons de 0 à 28 jours.



Un mort et plus de 50 commerces dévastés dans un incendie à Mambasa. L'origine du feu reste inconnue, mais il aurait démarré de l'hôtel Pygmées vers une heure du matin et se serait propagé ensuite aux autres bâtiments de la même concession, puis vers les boutiques et dépôts en bois du centre commercial. Les victimes ont tout perdu. La population, venue en grand nombre, est restée impuissante face à l'ampleur des flammes.

Tanganyika : le gouverneur Christian Kitungwa appelle la population au calme après la révolte des détenus à la prison de Kalemie où des militaires fuyant Uvira sont incarcérés. «Une tentative d'évasion a eu lieu ce vendredi à la prison centrale de Kalemie. Grâce à l'intervention rapide et efficace de nos forces de l'ordre, elle a été immédiatement mise en échec. Les bruits entendus ce matin étaient des tirs de sommation et la situation est totalement revenue à la normale. J'appelle la population au calme et à vaquer librement à ses occupations. Je salue le professionnalisme de nos forces de sécurité ». Plusieurs sources locales ont rapporté que des militaires, en provenance de la ville d'Uvira ont été arrêtés et transférés à la prison de Kalemie. Ce sont eux, d'après les mêmes sources, qui seraient à la base de ce mouvement de soulèvements. Pour le bilan, l'on rapporte trois blessés et deux évadés. (Actualité.CD)

« **Le Rwanda a intimement participé à la planification et l'exécution de la guerre dans l'Est de la RDC** », **affirment les USA.** Le représentant des USA au Conseil de sécurité de l'ONU, a affirmé que les États-Unis disposent d'informations indiquant que le président rwandais a intimement participé à la planification et à l'exécution de la guerre dans l'est de la RDC en donnant des instructions militaires et politiques depuis des années. Les forces de défense rwandaises ont fourni une aide matérielle en logistique et formation au M23, et envoyé 5000 à 7000 soldats dans l'Est de la RDC. Ces derniers mois, le Rwanda a déployé plusieurs missiles sol-air et autres armes sophistiquées au Nord et Sud-Kivu pour aider le M23 face à la RDC, avec une nouvelle offensive lancée le week-end dernier vers Uvira, impliquant des forces rwandaises sur le front. « Nous avons aussi des informations qui indiquent qu'il y a des drones suicides qui sont utilisés de plus en plus, de même que l'artillerie, aussi bien par le M23 et par les forces rwandaises, avec des frappes y compris au Burundi ».

Jean-Pierre Lacroix : « La nouvelle offensive du M23 au Sud-Kivu a réveillé le spectre d'un embrasement régional aux conséquences incalculables ». Selon le Secrétaire général adjoint de l'ONU, les développements récents font peser « un risque sérieux de fragmentation de la République démocratique du Congo, notamment dans sa partie orientale ». Il a également affirmé que « l'expansion territoriale de l'AFC M23, l'établissement d'administrations parallèles et l'affaiblissement de la présence étatique dans certaines zones alimentent une dynamique qui menace directement l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC. Parallèlement, le conflit connaît une régionalisation de plus en plus marquée ». *Enjeux régionaux.* M. Lacroix a indiqué que l'implication directe ou indirecte de forces et de groupes armés venant de pays voisins, ainsi que les mouvements transfrontaliers de populations déplacées et de combattants, accroissent « considérablement le risque d'un embrasement régional ». Il a ajouté que « cette évolution ne menace pas uniquement l'instabilité de l'Est de la RDC, mais celle de l'ensemble de la région des Grands Lacs ». Cependant, il a rappelé que des avancées diplomatiques importantes ont été enregistrées ces derniers mois, notamment « la signature des accords de Washington entre la RDC et le Rwanda le 4 décembre, l'accord cadre de Doha conclu le 15 novembre entre le gouvernement de la RDC et l'AFC M23, ainsi que l'accord du 14 octobre établissant un mécanisme conjoint de surveillance et de vérification du cessez-le-feu », qui démontrent « une force de mobilisation régionale et internationale en faveur de solutions politiques permettant l'instauration d'une paix durable dans l'Est de la RDC ».

Samedi 13 décembre.

Des jeunes de Goma déplorent la résurgence de meurtres, enlèvements et cambriolages. En l'espace d'une semaine, des meurtres, enlèvements, cambriolages et autres incidents d'insécurité ont été signalés dans plusieurs quartiers de la ville volcanique. Le Conseil communal des jeunes de Karisimbi exprime sa profonde inquiétude face à cette recrudescence des actes criminels, particulièrement en cette période précédant les fêtes de fin d'année.

Conseil de sécurité de l'ONU : le Rwanda rejette les accusations d'agression du Burundi. Le représentant permanent du Rwanda à l'ONU, a rejeté en bloc, vendredi 13 décembre, les accusations d'agression portées contre son pays par le Burundi. Il a affirmé que le Rwanda « n'est pas en guerre avec le Burundi et ne peut pas agresser ses voisins », réfutant ainsi les allégations de soutien de Kigali au mouvement rebelle M23/AFC en guerre dans l'Est de la RDC.

Le gouvernement de la RDC appelle la communauté internationale à contraindre Paul Kagame à cesser les hostilités au Kivu. Il demande de : condamner l'agression menée par le M23 et ses soutiens ; d'exiger le retrait immédiat des forces rwandaises du territoire congolais ; d'imposer la cessation des hostilités dans l'Est du pays.



Premier sac de charbon vert produit à Yangambi pour lutter contre la déforestation. Dans la province de la Tshopo, un premier sac de charbon vert a récemment été produit à partir de l'acacia cultivé dans les plantations villageoises de Yangambi. Cette production intervient six ans après la plantation, délai nécessaire pour que cet arbre à croissance rapide atteigne sa maturité. Ce projet est porté par le Centre international pour la recherche forestière (CIFOR) et le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF), avec l'appui de l'Union européenne, du Royaume-Uni et du secteur privé. L'objectif est clair : contribuer à la lutte contre la déforestation en offrant une alternative durable au charbon de bois traditionnel. Cette initiative vise à améliorer les chaînes de valeur du bois-énergie durable dans la Tshopo. Elle passe notamment par l'encadrement des communautés locales productrices de charbon de bois, en les formant à planter des arbres à croissance rapide et à perfectionner les techniques de carbonisation.

Les transporteurs de Beni suspendent le paiement des taxes routières, destinées à l'entretien des routes dès le 15 décembre. Ils exigent d'abord que les attributaires des différents axes routiers, qui ont perçu de l'argent, expliquent l'utilisation des fonds collectés. Selon eux, la majorité des routes se trouvent dans un état de délabrement très avancé.

Est de la RDC : au Sud-Kivu, Baraka, troisième ville sous la menace de l'AFC/M23. Sur le terrain, la tension demeure dans cette zone qui mène jusqu'à Baraka, en RDC, à une centaine de km au sud d'Uvira. Vendredi, selon des sources sécuritaires, des tirs attribués aux Fardc ont été entendus dans la ville de Baraka, sans que les circonstances exactes ne soient établies. Des accrochages ont également été signalés du côté de Mboko, opposant les milices d'autodéfense Wazalendo aux combattants de l'AFC/M23, qui, pour le moment, se trouvent toujours à côté d'Uvira.

RDC: L'Onu alerte sur un risque d'embrasement régional. Le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix a déclaré : "Ces derniers jours, la nouvelle offensive lancée par l'AFC/M23 dans le Sud-Kivu a réveillé le spectre d'un embrasement régional aux conséquences incalculables", évoquant également un risque de "fragmentation" du pays. **Risque de régionalisation du conflit** "Le conflit connaît une régionalisation de plus en plus marquée", a insisté Jean-Pierre Lacroix, pointant l'implication directe ou indirecte de forces étrangères et les mouvements transfrontaliers de populations déplacées et de combattants. Il a également alerté sur les menaces pesant sur "l'unité" et de la RDC, citant "l'expansion territoriale de l'AFC/M23, l'établissement d'administrations parallèles et l'affaiblissement de la présence étatique". **Accord de paix fragilisé.** Cette offensive intervient quelques jours après la signature à Washington d'un « accord pour la paix » entre la RDC et le Rwanda. Mais Jean-Pierre Lacroix prévient : "Les violations persistantes du cessez-le-feu et la reprise des hostilités font peser un risque réel d'effondrement des efforts diplomatiques en cours." Il appelle à des "mesures concrètes et immédiates" pour faire respecter les accords, faute de quoi "les dynamiques de conflit risquent de fermer la voie du dialogue". **Catastrophe humanitaire.** Le président de Médecins sans frontières qui a aussi pris la parole devant le Conseil de sécurité a décrit une situation "mortifère" dans plusieurs régions du pays, avec une hausse sensible des violences et un empêchement croissant de l'aide humanitaire qui est pourtant une obligation au regard du droit international. **"Narratifs inversés", selon la RDC.** La cheffe de la diplomatie congolaise dénonce la "manipulation" de l'information utilisée par le Rwanda "pour légitimer l'agression". Selon elle, le cessez-le-feu prévu par la résolution 2773 n'a pas été respecté et les civils en subissent les conséquences. La ministre en appelle au principe de "redevabilité" pour mettre un terme aux violences. La République démocratique du Congo réclame notamment des sanctions "contre les responsables militaires et politiques" de l'offensive dans l'est de la RDC. **Le Rwanda dénonce les "atrocités" contre les Banyamulenge.** Le représentant permanent du Rwanda, a pris la parole pour réclamer que le mandat de la Monusco se fonde sur les accords de Washington et de Doha "qui se complètent". L'efficacité de la Monusco dépendra de sa capacité à appuyer le processus politique, de manière impartiale. "Le Rwanda réitère ses engagements" mais dénonce les "attaques aériennes" menées par la RDC dans le Sud-Kivu ainsi que les "persécutions systématiques" contre les Banyamulenge par les FARDC et leurs alliés Wazalendo. **Accusation des Etats-Unis contre le Rwanda** L'ambassadeur américain à l'ONU a accusé le Rwanda de mener la région vers la "guerre". "Au lieu d'une avancée vers la paix, comme nous l'avons vu sous la direction du président Trump ces dernières semaines, le Rwanda mène la région vers plus d'instabilité et vers la guerre", a déclaré Mike Waltz devant le Conseil de sécurité, dénonçant "l'ampleur et la sophistication" de l'implication du Rwanda dans l'est de la RDC. (Deutsche Welle)

Dimanche 14 décembre.

Le transport fluvial sur le lac Albert séduit commerçants et voyageurs en Ituri. Depuis quelques temps, sept agences de voyage sont opérationnelles sur le lac Albert, chacune disposant d'au moins deux canots rapides pouvant transporter entre 20 et 40 passagers. En deux ans, cette flotte s'est considérablement développée pour répondre à une demande croissante. Un autre agence a été lancée la semaine dernière afin de renforcer le trafic sur les axes Bunia-Tchomia et Kasenyi en RDC, vers Buguma et Ntoroko en Ouganda, avec correspondance vers Kampala. En cette période festive, ces agences effectuent deux à trois rotations par jour. **Une alternative sûre et rapide.** Ces canots rapides sont utilisés aussi bien par les commerçants venus s'approvisionner que par des patients transférés vers des hôpitaux



mieux équipés à l'étranger. Ils offrent des conditions de sécurité jugées satisfaisantes et réduisent considérablement le temps de traversée : environ une heure pour parcourir près de 50 km le lac Albert. De plus en plus de commerçants abandonnent la route Bunia–Mahagi, longue de 165 km et souvent exposée aux embuscades des groupes armés, au profit de la voie lacustre.

RDC: les milices des Wazalendos se dotent d'un directoire pour organiser la riposte à l'Est. Officiellement appelée les Volontaires pour la défense de la Patrie (VDP), la coalition des miliciens wazalendos a procédé à des élections mêlant vote secret, consensus et cooptation. Ces groupes ont élu Dady Saleh au poste de directeur exécutif national, tandis que le député de la majorité Willy Mishiki a pris la tête du Conseil d'administration de la coalition. Avec cette organisation, les groupes armés alliés des Fardc cherchent notamment à reconquérir les territoires perdus. En ligne de mire figure la ville stratégique d'Uvira, prise le 10 décembre par les rebelles du groupe AFC/M23. La coalition revendique plus de 250 groupes armés issus principalement du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Maniema et de la Tshopo. Cette centralisation et mise en commun sont devenues urgentes. « Nous sommes en train de perdre des milieux, des terres, parce que nous œuvrons en ordre dispersé, déplore le secrétaire général chargé des affaires juridiques. Et quand nous sommes arrivés ici à Kinshasa, nous avons retrouvé plus de six coordinations nationales des VDP : une cacophonie intolérable. Vous allez dans tel bureau, par exemple, aux Fardc, parce qu'il faut aller chercher des munitions là-bas. On vous dit, "mais tel mouvement revient d'ici. Et toi, tu viens d'où ? Toi, tu viens de quel mouvement ?" On vous chasse. » La coalition fait part d'un manque de munitions et évoque par exemple « un groupe de 100 personnes avec 10 armes », ou des armes avec « des munitions incompatibles ». *Tensions avec les Fardc.* De leur côté, les autorités congolaises affichent leur soutien aux Wazalendos, mais aucun membre du gouvernement n'a pris part à cette rencontre. Sur le terrain, les relations avec l'armée restent parfois tendues, menant parfois à des affrontements. La nouvelle coordination assure toutefois vouloir harmoniser les actions et veiller au respect des droits de l'homme. (RFI)

Combats Fardc-M23 : 100 000 enfants en détresse au Sud-Kivu (Unicef). Depuis le 1^{er} décembre, des combats intenses ont déplacé plus de 500 000 personnes, dont plus de 100 000 enfants rien qu'à l'intérieur du Sud-Kivu. Avec la propagation de la violence, les déplacements devraient encore augmenter. Il se dit profondément préoccupé par la sécurité et le bien-être du grand nombre d'enfants qui fuient et cherchent refuge. Des centaines de personnes ont été tuées depuis le 2 décembre. De graves violations des droits de l'enfant ont également été signalées, notamment la mort de 4 élèves, 6 autres blessés, ainsi que des attaques contre au moins sept écoles, dont des salles de classe ont été endommagées ou détruites. Alors que les familles fuient, les enfants font face à des risques aigus de protection, notamment la séparation des familles, l'exposition à la violence, l'exploitation, la violence basée sur le genre et la détresse psychosociale.

La société civile de Walikale le déplacement forcé des habitants de Kateku par les rebelles AFC-M23. La société civile de Walikale dénonce et condamne fermement cette mesure, qu'elle qualifie de « violation grave des droits humains ». D'après certaines sources sécuritaires, cette décision des rebelles serait motivée par les attaques répétées des miliciens Wazalendo dans la zone. Le président de la société civile, estime que cette relocalisation forcée accentue la vulnérabilité des habitants. Ces derniers sont contraints de s'éloigner, une fois de plus, de leurs champs, compromettant ainsi leurs moyens de subsistance. Selon lui, le déplacement forcé des habitants du village Kateku risque d'enregistrer des dégâts collatéraux, notamment sur le plan éducationnel, sur le plan sanitaire.

A l'ONU, MSF interpelle " les efforts de paix en cours servent à consolider les intérêts extractifs d'acteurs puissants plutôt qu'à apporter un soulagement aux populations". " Il apparaît de plus en plus clairement que les efforts de paix en cours servent à consolider les intérêts extractifs d'acteurs puissants plutôt qu'à apporter un soulagement à la population de la RDC. Rien de tout cela n'est nouveau. La violence subie par les communautés est enracinée dans des décennies de prédation des ressources et de négligence structurelle. Voilà la tragédie qui perdure : génération après génération, les Congolais ont vu leur vie et leur dignité sacrifiées sur l'autel de la politique et du profit. Tant que les civils continueront d'être considérés comme sacrificiables, aucun processus politique n'apportera un véritable soulagement. Malgré des engagements de haut niveau à Washington et à Doha, la violence contre les civils reste quotidienne ", a dénoncé le président international de MSF lors de son intervention. Cette rencontre intervient dans un contexte où la ville d'Uvira, considérée comme stratégique dans le dispositif sécuritaire du gouvernement congolais dans la province du Sud-Kivu, est désormais passée sous le contrôle de la rébellion de l'AFC/M23, renforçant davantage son influence et sa mainmise dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. Il s'agit d'un verrou essentiel susceptible d'ouvrir la voie à l'AFC/M23 vers l'espace Grand Katanga, considéré comme le poumon économique du pays. (Actualité.CD)

Lundi 15 décembre.



MSF met fin anticipativement à ses activités d'urgence à Baraka en raison de la situation sécuritaire fragile.

Cette situation est marquée par l'intensification des combats, la progression du groupe armé M23 dans le Sud-Kivu et, surtout, la chute récente de la ville d'Uvira. Les activités médicales à l'hôpital général de Baraka, ainsi que dans trois centres de santé, sont désormais terminées, indique l'ONG. Entre août et décembre, les équipes de MSF à Baraka ont pris en charge plus de 25 000 personnes atteintes de paludisme. A Bunyakiri, les récents affrontements dans le parc national de Kahuzi, entre le M23 et l'armée congolaise alliée aux Wazalendo, ont entraîné une évacuation partielle des équipes de MSF. Toutefois, l'ensemble des activités médicales de l'organisation dans l'Hôpital général de référence de Bunyakiri, le Centre hospitalier de Bitale et plusieurs autres centres de santé restent assurées, conclut le communiqué.

Le Cardinal Ambongo réitère l'appel à un dialogue inclusif après la prise d'Uvira par le M23. Cette démarche d'un dialogue national inclusif, vise à traiter les causes profondes de la crise sécuritaire qui frappe l'Est de la RDC, marquée par l'occupation de villes, territoires et localités du Nord et du Sud-Kivu par les rebelles AFC/M23. Il a souligné les limites perçues des accords et d'autres initiatives qui excluent les Congolais et banalisaient les pillages des ressources du Congo. Selon lui, ces limites valident l'initiative portée par les évêques de la CENCO et par les pasteurs de l'ECC, notamment, l'élaboration d'un pacte social pour la paix et le vivre-ensemble en RDC et dans la région des Grands Lacs.

Les accords de paix «sans paix» de Trump : une stratégie cachée pour s'offrir des minéraux rares. Dans sa quête de garantir un approvisionnement en minéraux rares, essentiels pour l'industrie américaine, l'administration Trump a signé, le 4 décembre 2025, un accord de paix avec la RDC et le Rwanda. Ce traité vise à mettre un terme aux conflits dans l'est du pays tout en posant les bases pour l'extraction de ressources stratégiques. Cependant, le site engendre un vif débat autour des deals récemment négociés par Washington, les qualifiant de «paix sans véritable paix», et soulignant des préoccupations liées à la reprise des hostilités sur le terrain. Le média en ligne rappelle que Trump a également établi plusieurs accords avec des pays tels que l'Australie, la Malaisie, la Thaïlande, le Cambodge, le Japon, le Kazakhstan, la Corée du Sud, l'Ukraine et l'Argentine. Toutefois, beaucoup de ces accords manquent de force contraignante et semblent trop favorables aux intérêts américains. Par exemple, un projet avec l'Australie comprend un investissement de 3 milliards de dollars dans des projets miniers qui en généreraient 53 milliards pour Washington, tandis que les accords avec le Kazakhstan et l'Ukraine octroient aux États-Unis des droits sur les ressources minérales de ces pays. Néanmoins, les inquiétudes concernant l'environnement et la souveraineté se sont amplifiées, révélant des tensions latentes autour de ces négociations. (AfricaNews)

Les Etats-Unis envisagent des sanctions pour faire respecter l'Accord de Washington. Selon l'ambassadrice des États-Unis d'Amérique à Kinshasa : « nous examinons tous les outils possibles diplomatiques, des sanctions, ainsi que des activités bilatérales et multilatérales afin de nous assurer que les engagements pris soient respectés ». A travers leur ambassadrice, les États-Unis d'Amérique ont lancé un message de paix et d'espoir aux Congolais, à un moment où la ville d'Uvira vient de tomber entre les mains des rebelles de l'AFC/M23. Le 11 décembre le Secrétaire général de l'ONU condamne fermement la nouvelle offensive lancée par l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23) dans plusieurs localités du Sud-Kivu, dont Kamanyola, Luvungi, Katogota et Uvira, qui a causé des victimes parmi les civils.

Après la prise d'Uvira par l'AFC/M23, les violences contre les civils se multiplient selon des ONG. Selon Human Rights Watch, ce jour-là dans le quartier de Kasenga, des combattants du M23 ont abattu deux hommes en tenue civile après les avoir accusés d'appartenir aux Wazalendo. Le même jour, un autre civil a été arrêté puis exécuté après avoir refusé de remettre son téléphone, d'après un proche et un témoin cités par l'organisation. Les 11 et 12 décembre, des habitants affirment que des combattants du M23 ont poursuivi des exécutions de jeunes hommes et de personnes soupçonnées d'être liées aux Wazalendo, ajoute Human Right Watch. À Kavimvira, un proche venu récupérer un corps dit avoir vu des dizaines de cadavres. Cette information a été confirmée par une source des Nations unies. **L'Unicef évoque des centaines de morts.** Human Rights Watch fait aussi état d'exactions commises par des combattants Wazalendo contre des membres de la communauté banyamulenge à Uvira, accusés de soutenir le M23. Par exemple, le 10 décembre, un officier de l'armée congolaise, le lieutenant Munyakuru Mushambaro, a été exécuté dans le quartier de Kabindula. Pour sa part, l'Unicef évoque des centaines de morts, depuis le 2 décembre. Human Rights Watch appelle les États-Unis et l'Union européenne à adopter de nouvelles sanctions ciblées. L'ONG appelle les gouvernements de la région à faciliter l'accès à la nouvelle commission d'enquête des Nations unies sur l'est de la RDC. (RFI)

Roger Lumbala écope de 30 ans de réclusion criminelle à Paris. L'ancien chef rebelle et ministre congolais, Roger Lumbala, a été condamné lundi 15 décembre à 30 ans de réclusion criminelle par la Cour d'assises de Paris, en France. Il est poursuivi pour complicité de crimes contre l'humanité commis par ses soldats entre 2002 et 2003 en RDC. La Cour d'assises de Paris a jugé Roger Lumbala en vertu de la compétence universelle qu'elle s'octroie pour instruire les



crimes contre l'humanité. Ce sexagénaire, qui dispose de dix jours pour faire appel, avait refusé d'assister à son procès, contestant la légitimité de la justice française. Il est toutefois revenu écouter le verdict, impassible. Le procès de Roger Lumbala s'était ouvert le 12 novembre dernier.

